

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 19 (1969)

Heft: 4

Buchbesprechung: Documents diplomatiques français 1932-1939, 2e série, 1936-1939,
tome IV, 20 novembre 1936-19 février 1937

Autor: Favez, Jean-Claude

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 31.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

C'est avec quelque mélancolie que l'on referme ce volume. Au travers des avertissements, souvent pertinents, qui n'ont pas manqué, des justes conseils, des possibilités encore ouvertes, on voit déjà se dessiner ce que seront les erreurs diplomatiques à venir, les divergences d'opinion avec l'allié anglais, les illusions à propos de Mussolini qui entraîneront l'agression contre l'Ethiopie et l'alignement de l'Italie sur le Reich, les hésitations face à la Russie. On sent la diplomatie française s'enliser non pas tant par suite d'abandons répétés, que par immobilisme, par paresse d'esprit et de volonté. Trois ans suffiront, depuis cet automne de 1933, où la France peut encore jouer de presque toutes ses cartes, pour acculer à la défensive le vainqueur de 1918.

Genève

Jean-Claude Favez

Ministère des Affaires étrangères. Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre 1939–1945. *Documents diplomatiques français 1932–1939, 2^e série, 1936–1939, tome IV, 20 novembre 1936–19 février 1937*. Paris, Imprimerie nationale, 1967. In-8°, XLV + 850 p.

La réoccupation militaire de la Rhénanie, au printemps 1936, couronne la crise diplomatique ouverte un an auparavant par la décision allemande de réarmer, et par l'agression italienne contre l'Ethiopie. Devant l'audace croissante des dictatures, les dirigeants français ont fait preuve tour à tour d'aveuglement et d'hésitation, ce qui n'a pas peu contribué à la formation de l'axe Berlin-Rome, à ce renversement des alliances qui prépare le second conflit mondial. Fait plus grave encore, les malentendus se sont accrus entre les deux partenaires de l'Entente cordiale et la diplomatie française ne s'est guère montrée plus à l'aise devant le réalisme des Britanniques qui, après avoir plus que normalisé leurs relations avec le III^e Reich, par l'accord naval de 1935, ont tiré la conclusion qui s'imposait de l'échec des sanctions prises à leur instigation contre l'agresseur italien. Il n'est pas jusqu'à la grande politique orientale, par laquelle Barthou avait cherché à riposter au péril allemand, qui ne se soit réduite à la signature, un an plus tôt, du pacte franco-soviétique, pacte privé de toute réalité concrète par suite des réticences de l'Etat-major et des milieux conservateurs français.

L'opération – stratégiquement risquée – du 7 mars 1936 n'est donc pas seulement un coup décisif porté aux traités de Versailles et de Locarno. Elle achève de ruiner la prépondérance de la France sur l'Allemagne, partant sa suprématie sur l'Europe. Elle aboutit à remettre en question tout le système de sécurité collective par lequel les vainqueurs de 1918 avaient tenté de recréer un ordre international stable. L'arrogance hitlérienne et la passivité velléitaire des Franco-Anglais ne peuvent qu'inciter les petites et moyennes puissances, créées, confirmées ou surveillées par les Alliés, à rechercher les voies diplomatiques nouvelles afin de mieux préserver leur indépendance ou de satisfaire leurs revendications. Signe des temps, la Belgique abandonne le traité qui la liait à la France et annonce, par un retentissant discours royal le 14 octobre 1936, son intention de revenir à la neutralité intégrale.

Ce n'est donc pas forcer la vérité que de conclure, avec Pierre Renouvin, que lorsqu'à la fin du printemps 1936, le gouvernement de Front populaire arrive au pouvoir à Paris, il se trouve, en politique extérieure déjà, devant un «paysage de décombres»¹.

Devant cette banqueroute, et fidèles au désir de paix exprimé par le rassemblement populaire, Blum et son ministre des Affaires étrangères, l'honnête et pâle radical Yvon Delbos, ont cherché à n'être pas seulement les syndics de la faillite diplomatique des précédents gouvernements «nationaux», mais à ouvrir avec les dictatures un large dialogue, tout en raffermis-sant les alliances du pays. «La France ne voit qu'un moyen de liquider le passé, déclare le nouveau président du Conseil, c'est de créer un avenir nouveau².» Las! Le soulèvement militaire espagnol du 18 juillet remet en question, ou du moins va entraver gravement cette volonté de renouveau et de réalisme. Il entraîne le gouvernement de Paris, après quelques jours d'ater-moitements, dans la sinistre comédie de la non-intervention, seule attitude possible aux yeux de Blum devant les divisions intérieures françaises, l'isolement extérieur et le danger, qu'il croit réel, d'une guerre générale.

Il est donc naturel que le IV^e tome de la 2^e série des documents diplomatiques français, qui s'étend de la signature du pacte germano-nippon, dit pacte anti-komintern, à la promulgation du décret français interdisant le passage des volontaires en Espagne, soit dominé par le drame qui ensanglante la péninsule ibérique. Devant l'évidente violation des engagements pris à laquelle se livrent Rome, Berlin et Moscou, le gouvernement de Front populaire reste soucieux à la fois d'éviter la guerre européenne, de resserrer ses liens avec la Grande-Bretagne et d'apporter à la république espagnole, malgré cela, l'aide indirecte qu'il peut encore lui procurer. C'est à ce triple dessein que répond la démarche franco-britannique de non-immixtion resserrée et de médiation de décembre 1936, dont les dictatures n'acceptent le principe que pour mieux la saboter. C'est dire que ni les travaux du comité de Londres, ni l'interdiction des volontaires prononcée par les deux démocraties libérales n'entraîneront de contrepartie réelle, et n'auront d'effet sur l'aide fasciste ou soviétique aux belligérants.

La guerre d'Espagne constitue pour le Front populaire français un drame d'autant plus redoutable qu'il a surgi inopinément, et d'autant plus profond qu'il ne pose pas qu'une question diplomatique ou stratégique. Le problème de la non-intervention non seulement divise le pays et le rassemblement populaire, en aggravant profondément les tensions entre les puissances européennes tout autant qu'en dressant les communistes français contre leur alliés, il modifie les intentions du nouveau gouvernement et diminue les chances qu'avaient ses dirigeants de réaliser le programme difficilement mis sur pied entre toutes les formations progressistes.

¹ Actes du colloque *Léon Blum chef de gouvernement, 1936-1937*. Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, p. 329, Paris, Colin, 1967.

² Léon Blum, *Oeuvres*, t. IV, p. 369, discours du 1^{er} juillet 1936.

Les 474 télégrammes, dépêches ou notes rassemblés et soigneusement annotés dans ce IV^e tome³ n'apportent pas de bouleversements à ce que nous savions déjà, notamment grâce aux documents diplomatiques allemands. A leur lecture s'affirment quelques constantes, quelques directions essentielles de la politique de Blum, la consolidation de l'amitié anglaise, malgré toutes les divergences de vues et même d'action, les sympathies du leader socialiste pour Roosevelt, sa volonté de ranimer les relations franco-soviétiques, sa recherche d'un modus vivendi avec Hitler et son hostilité constante, aveuglante diront ses adversaires, envers celui qui reste à ses yeux l'assassin de Matteoti. Sur tous ces plans, comme dans l'effort de clarifier les relations franco-polonaises ou de resserrer les liens qui unissent la France à la petite Entente, déjà bien malade, les résultats seront maigres lorsqu'au début de l'année 1937 les difficultés sociales, financières et politiques obligent le gouvernement de Front populaire à proclamer une pause dans les réformes sociales. Quelles que soient la sincérité du pacifisme de Blum, son ardeur à vouloir recréer un ordre international et une sécurité collective nouvelle, hors de toute question idéologique, les événements et les intention belliqueuses des dictatures seront les plus forts. C'est pourquoi la décision, prise dès l'été 1936, d'entamer, malgré les difficultés financières, un important réarmement ne symbolise pas seulement la fin des espoirs, mais témoigne de la lucidité et du courage des hommes de gauche qui gouvernaient alors la France et qui commencent à comprendre que, sur le chemin de la paix qu'ils recherchent, ils rencontreront la guerre. A cet égard les événements de l'hiver 1936–1937 ne marquent aucun tournant ni aucune précipitation, mais l'inexorable poursuite d'une fatalité qu'il n'était déjà plus en mesure du nouveau gouvernement français de déjouer.

Genève

Jean-Claude Favez

Probleme des Zweiten Weltkrieges. Hg. von ANDREAS HILLGRUBER. Köln/Berlin, Kiepenheuer und Witsch, 1967. 455 S. (N. Wiss. Bibl., 20.)

21 Beiträge von 22 Autoren sind Einzelfragen aus den fünf vom Herausgeber abgegrenzten Themenkreisen gewidmet: Der Krieg in Europa 1939–1941; Weltkrieg und Kriegswende; Vernichtungskrieg, Widerstand und Kollaboration; Triumph und Tragödie der «Anti-Hitler-Koalition»; Das Kriegsende in Europa und Ostasien 1945. Die beiden ersten Abschnitte umspannen die Zeit vom September 1939 bis Anfang 1943, die beiden letzten von 1943 bis 1945, während der zentrale dritte Teil besonderen europäischen Erfahrungen von der Militärbesatzung bis zum Vernichtungskrieg gilt. Der Herausgeber selber hat dem Buch die Erkenntnis mit auf den Weg gegeben, daß der Übergang von einer akzentuiert gegenwartsbezogenen Betrachtungsweise zur «rein» historischen Deutung des Zweiten Weltkrieges scheitern dürfte, solange die politische Lage der Gegenwart immer noch von der

³ On ne reviendra pas ici sur les remarques faites à propos des notes, index, tables à l'occasion de la recension des volumes précédents (R.S.H. 1968/1, p. 151–154).